

TRIBUNE DE HAUX

Les Français veulent
le changement.

Quel changement ?

Et quel prix sommes-

nous prêts à payer

pour l'obtenir ?

Quelle que

forme de

nous nous

cette soc.

**DES FRANÇAIS
DE TOUS HORIZONS
S'ADRESSENT A LEURS
COMPATRIOTES**

Page 8 : LE QUÉBEC
SUR LE FIL DU RASOIR

LA FRANCE AGRICOLE

CHAQUE SEMAINE

**L'ACTUALITÉ
AGRICOLE :** *en France
et en Europe*

**LES RUBRIQUES
TECHNIQUES :**

- *Elevage*
- *Cultures*
- *Machinisme*

**LES CONSEILS
JURIDIQUES**

LE BILLET DU
« CHEVAL DE DEVANT »

**LES PAGES
FEMMES MAGAZINE**

*Education - Cuisine
Mode - Aménagement
de la maison*

9 pages de **PETITES
ANNONCES** *classées.*

LA FRANCE AGRICOLE
10, rue Martel
75480 PARIS CEDEX 10

LA RÉGION DE MONTREUX VOUS ACCUEILLE

**PITTELOUP
CLARENS**

Envois pour tous pays
de petits fromages et
de chocolats suisses



AUDI - NSU

**GARAGE
DE BERGÈRE
VEVEY**

J.-L. Herzig Tél. 51 02 55



BORNAND
64, Grand-Rue MONTREUX

CERTINA

COIFFEURS

Coiffure-Parfumerie ELLE et LUI
I. Fontana, maîtrise fédérale
Grand-Rue 74 Tél. 62 43 22

Glion - Coiffure
Dames - Messieurs
Marcel Favre Tél. 61 34 14

BOUCHERIES



Ed. SUTER S. A.

Viandes Charcuterie
Conserves

Villeneuve - Montreux

Depuis 100 ans
au service de la qualité

LIPKA

Boucherie - charcuterie
Avenue des Alpes 80

TÉLÉPHONE

Mérinat

ÉLECTRICITÉ

Entreprise d'installations
Maîtrises fédérales
Concession « A » de PTT

Avenue Paul-Cérésole 12
1800 Vevey

Revue mensuelle publiée par le Réarmement moral. Le reflet d'une action mondiale visant au changement de la société par le changement de l'homme. L'actualité vue dans cette perspective.



Solidarité

Au sortir de la conférence de Paris sur les rapports Nord-Sud, Claude Cheysson, membre de la commission des communautés européennes, s'est déclaré frappé par le niveau des tensions. « Je n'en avais jamais connues d'aussi sérieuses », a-t-il dit. Impression partagée par d'autres négociateurs.

A la Conférence internationale du Travail, à Genève, on a noté aussi le climat pesant dont étaient frappées les assises d'une organisation qui fait pourtant honneur à la communauté internationale. On avait le sentiment que les porte-parole des groupes occidentaux et ceux du tiers monde vivaient sur des planètes différentes.

La tentation est grande, quand les choses sont difficiles, de se retirer sous sa tente, dans sa dignité offensée, voire de créer d'autres structures de dialogue entre des gens pensant plus ou moins de la même manière. N'est-ce pas une réaction superficielle ? Le couple, cellule de la société, connaît aussi les tempêtes et les blessures, ce qui n'empêche pas deux êtres d'accéder à une nouvelle maturité, à condition qu'ils regardent dans la même direction.

Or, que nous le voulions ou non, nous sommes tous appelés à vivre au coude à coude sur cette planète « terre » que Dieu nous a donnée pour que nous la fassions fructifier. Malgré toutes les difficultés, le dialogue essentiel dont dépend largement le destin de la communauté humaine doit donc se poursuivre.

Aussi saluera-t-on particulièrement la présence à Caux, au moment où s'ouvriront le 9 juillet les conférences de l'été, de Rajmohan Gandhi, le petit-fils du Mahatma, de M. A.R.K. Mackenzie, ancien chef de la délégation britannique au Conseil économique et social des Nations Unies, du député Kim Beazley, qui fut ministre de l'Education dans le précédent gouvernement d'Australie, et de M. Mustafa Murtada, directeur général du Ministère du travail du Soudan, dont l'action remarquable a été évoquée dans le numéro de mars de la *Tribune de Caux*.

A Caux, on ne se concentre pas sur la question du fonds de stabilisation des matières premières ou sur le prix du sucre ; d'autres organisations s'en occupent. On s'attachera plutôt aux choix moraux individuels et collectifs, qui peuvent faire pencher la balance entre le spectre d'une guerre de classe à l'échelle planétaire et une libre remise en commun des moyens, des talents et des biens.

Communication

Quel homme d'Etat n'aspire à voir la jeunesse de son pays marcher derrière lui ?

Le 8 juin dernier, M. Valéry Giscard d'Estaing aurait pu saisir une importante occasion. Sa présentation de la fonction présidentielle aux lycéens de Lyon était claire, ses explications sur les problèmes à résoudre convaincantes, certes. Mais pourquoi, à aucun moment de ce long entretien télévisé — sauf peut-être

quand il a parlé des futurs présidents de la République qui se trouveraient ce soir-là devant leur téléviseur — le président n'a-t-il prononcé la moindre parole qui ait pu donner à ces garçons et à ces filles le sentiment qu'ils avaient, eux aussi, un rôle à jouer dans la nation ?

Pourquoi vouloir prouver à ceux qui ont toute la vie devant eux que le gouvernement fait tout, décide tout ? Pourquoi ne pas dire : « C'est vous qui allez contribuer à résoudre tel problème, à donner vie à tel texte de loi. »

En se coupant de la jeune génération, un gouvernement court de gros risques. Pour le pays, le danger est plus grand encore : ou bien c'est l'enlèvement, ou bien s'ouvrent les vannes de la révolte incontrôlable.

Là où il n'y a pas de vision, le peuple périclète, a dit un poète il y a bien longtemps. Qu'a fait le président pour donner une vision exaltante de leur tâche de citoyens responsables à ces lycéens qui avouaient avoir trouvé le projet de « Démocratie française »... peu exaltant ?

Le *no man's land* qui séparerait le bureau présidentiel des gradins où étaient assis les lycéens soulignait tristement le manque de communication ressenti ce soir-là par tous les téléspectateurs. La solitude du pouvoir évoquée par M. Giscard d'Estaing l'a-t-elle empêché de réveiller chez ses interlocuteurs cet ardent désir inscrit au cœur de chaque être : se rendre utile à autrui ?

« J'ai besoin de votre aide... » Mots magiques trop souvent oubliés par celui qui se retrouve aux commandes. Mais qu'on se sente dépassé et qu'on demande de l'aide, alors les portes s'ouvrent, la communication se rétablit, l'unité se forge, la vraie vie commence... *Méridien*

**UN MESSAGE
POUR TOUS LES FRANÇAIS**

DES FRANÇAIS DE TOUS HORIZONS S'ADRESSENT À LEURS COMPATRIOTES

Estimant que la situation actuelle de leur pays rendait nécessaire un rappel des choix moraux sur lesquels bâtir la société de demain, des Français appartenant aux milieux les plus divers ont rédigé un message à l'intention de leurs compatriotes. Au moment où nous mettons sous presse, ceux qui ont rédigé ce message prennent contact avec les journaux français dans l'espoir qu'il aura la plus large diffusion. Toute personne désirant se joindre aux premiers

signataires de ce texte peut envoyer son nom et son adresse à la rédaction de la Tribune de Caux, avec l'indication de sa profession. Ce message, bien sûr, tirera sa force et son autorité non seulement du nombre de ses signataires, mais de l'engagement que ceux-ci prennent, en y adhérant, d'aligner leur comportement quotidien aux valeurs qui y sont rappelées.

Réd.

Les conditions d'un changement

Les Français veulent le changement. Quel changement ? Et quel prix sommes-nous prêts à payer individuellement pour l'obtenir ?

Quelle que soit la forme de société que nous nous donnerons, cette société ne pourra se bâtir ni se développer sans le changement de nos motivations et de nos comportements.

Il y a un choix plus fondamental encore que l'option entre la gauche et la droite. La vraie alternative est entre le bien et le mal, dont l'appréciation se forme au niveau de notre conscience. Ni la droite ni la gauche n'ont le monopole du bien ou le monopole du mal. Les critères économiques doivent céder le pas à des critères moraux et spirituels. Sinon, quel que soit le régime de l'avenir, nous construirons une société irrémédiablement matérialiste, où l'individu perdra à jamais sa dignité et sa liberté. Honnêteté, pureté, dévouement et amour sont les composantes nécessaires à toute communauté. Refuser aujourd'hui de mettre un terme à l'abus de nos droits et privilèges, à nos habitudes de fraude, à nos compromissions, à notre réflexe permanent de défense catégorielle rendrait vain demain tout changement de structures.

Les dirigeants politiques et les responsables des organisations économiques et sociales se doivent de montrer la voie en appliquant à eux-mêmes, dans leur action comme dans leurs déclarations, l'exigence de la vérité.

Si nous voulons être solidaires des plus défavorisés, nous ne pouvons prétendre, pour nous-mêmes et pour nos familles, à un niveau de vie toujours en hausse et un confort toujours accru ; il nous faut consentir à partager, donc choisir entre la satisfaction de nos appétits égoïstes et la solidarité à laquelle nous convient les immenses besoins de la communauté humaine.

En nous efforçant de respecter dans notre vie quotidienne le caractère absolu de ces principes moraux, nous, signataires de ce message, avons acquis la certitude que ce changement des mobiles et des comportements est possible, et qu'il est le garant des changements sociaux auxquels nous aspirons tous. Il est la condition de toute liberté et de toute vie démocratique.

Parmi les premiers signataires figurent :

Marcel ANTOINE, *technicien de la sidérurgie*, et M^{me}, Thionville. Auguste BAHUAUD, *directeur de société*, Paris. Gérard BARBÉ, *agriculteur*, et M^{me}, Lorraine. Georges BARRIER, *contremaître retraité RATP*, et M^{me}, Le Blanc-Mesnil. Gabriel BOULADE, *professeur d'Ecole Normale*, Versailles. Claude BOURDIN, *conseiller agricole*, Tours. Roger-Henri CHIPOT, *administrateur de sociétés*, et M^{me}, Paris. Albert DASSIÉ, *conseiller général*, Nantes. M. et M^{me} Pierre DOMINJON, *avocats*, Ain. M^{lle} Yvonne DREYFUS, *secrétaire*, Paris. Michel EVRARD, *technicien industrie chimique*, Lyon. Jean-Luc GESLIN, *étudiant*, Paris.

René d'HAMONVILLE, *cadre de la sidérurgie*, et M^{me}, Thionville. M^{lle} Henriette HEILMANN, *documentaliste*, Paris. Max LASMAN, *cadre*, Créteil. Professeur et M^{me} Georges LASSERRE, Paris. Philippe LOBSTEIN, *inspecteur de l'enseignement*, Nantes. René LORAIN, *comptable*, et M^{me}, Massy. NGUYEN Ngoc Minh, *maître-assistant*, et M^{me}, Neuilly-sur-Seine. M^{lle} Nathalie O'NEILL, *étudiante*, Paris. Auguste PAYS, *employé de bureau*, Nantes. René PROU, *chaudronnier*, Nantes. Félicien ROMAIN, *instituteur*, et M^{me}, Seine-Saint-Denis. Docteur André ROYER et M^{me}, Moselle. Bertrand SCHWEISGUTH, *ingénieur agronome*, et M^{me}, Versailles. Alain TATE, *cadre de banque*, et M^{me}, Boulogne-Billancourt, etc.

Au programme de la troisième chaîne française de télévision : le Réarmement moral



Le 24 juin, de 19 h. 40 à 19 h. 55, a été diffusée par FR3, troisième chaîne française de télévision, dans son programme Tribune libre, une émission consacrée au Réarmement moral. Y participaient, dans l'ordre de prise de parole : Philippe Lobstein, inspecteur de l'enseignement primaire à Nantes ; Guy Audrain, orthopédiste à

Nantes également ; Marie-Françoise Girard, qui consacre tout son temps au Réarmement moral et est revenue tout récemment de l'île de Chypre ; enfin, Denise Jaulmes, de Melun, mère de trois enfants.

On trouvera ci-dessous la transcription du texte de l'émission.

Philippe Lobstein : Le changement ? Tout le monde en parle, tout le monde en veut, mais quel changement ? Et pourquoi ? Pour avoir une vie plus facile ? A condition que ce soient les autres qui payent la facture ? Et moi ? Et nous ? Que sommes-nous prêts à faire pour payer le prix du changement en France et dans le monde ? Le Réarmement moral est au cœur de ces questions.

Le Réarmement moral, c'est un changement dans toutes ses dimensions — social, politique, économique, culturel, internatio-

les structures de la société française aujourd'hui ou demain, elles ne peuvent fonctionner que si nous sommes d'accord sur des valeurs simples, concrètes, universelles. Et ce qu'il y a de plus révolutionnaire, ce n'est pas d'inventer des valeurs nouvelles artificielles, mais de vivre à fond des valeurs simples. Quelles sont-elles et qu'est-ce qui se passe quand on les met en pratique ?

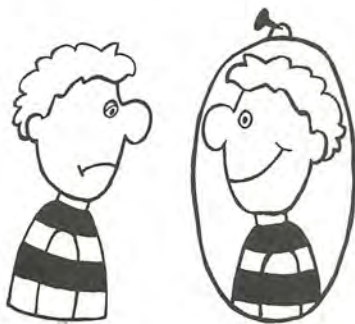
Guy Audrain : C'est en 1968 que j'ai rencontré des garçons et des filles du Réarmement moral. J'avais vingt ans. Maintenant j'ai une profession, mais j'ai gardé beaucoup de contacts avec les jeunes et les problèmes de la jeunesse m'intéressent. Cette jeunesse, on la décrit beaucoup, on la montre du doigt mais bien souvent on ne lui propose que violence, pornographie, et même drogue. Je sais qu'il y a des qualités enfouies dans chaque jeune et qu'il faut bien peu de choses pour qu'elles resurgissent, pour qu'elles apparaissent au grand jour. Un de mes amis, un jeune réfugié cambodgien, a dû abandonner ses études secondaires parce qu'il était seul à subvenir à ses besoins. Comme beaucoup de jeunes, il a dû faire face au chômage. Mais, il a quand même trouvé un travail. Un jour, il est venu me voir : j'ai dû m'excuser auprès de lui, parce que je lui avais promis un service, mais je ne le lui avais pas rendu. Spontanément il m'a répondu : « Je veux être honnête moi aussi, absolument honnête. » Ce qu'il a fait. Il a rendu un chèque correspondant à des heures supplémentaires qu'il n'avait pas faites

mais qu'on lui avait payées. Quelle ne fut pas sa surprise aussi de recevoir une lettre de remerciements de son employeur ! Mais il me dit : « Ce que j'ai découvert, c'est la liberté intérieure, c'est la paix au fond du cœur et ça, c'est la plus belle des richesses. »

Ce n'est qu'un exemple, bien sûr, mais je sais et les jeunes savent qu'on ne pourra jamais construire un monde meilleur sans honnêteté, sans pureté, sans don de soi, sans amour des autres.

Il y a quelques jours, je me trouvais avec des jeunes travailleurs, des lycéens, des étudiants, des handicapés physiques, des jeunes d'Afrique du Nord et d'Asie, et tous ensemble nous avons décidé de vivre ces qualités, ces valeurs du Réarmement moral, chaque jour dans notre vie, là où nous sommes. Nous avons confiance que c'est de cette façon que nous pourrions contribuer à un monde meilleur pour les générations à venir.

Marie-Françoise Girard : Je vote pour cette révolution permanente. J'étais étudiante en mai 68. Je blâmais constamment le gouvernement, les capitalistes, les professeurs et j'étais contre les injustices, l'exploitation, la corruption — je le suis toujours d'ailleurs. Pourtant, je n'ai eu aucun scrupule à tricher à mes examens de licence et quand on m'a mise au défi d'exiger pour moi-même les changements que j'attendais des autres, je me suis rendue compte qu'il y avait un hiatus dans ma façon de vivre entre ce que je disais et ce que je vivais. J'ai donc décidé de rendre ma licence



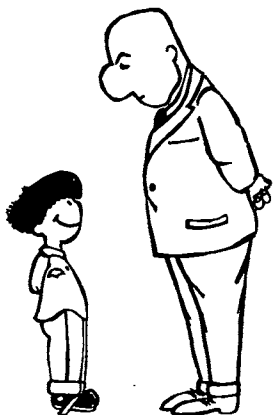
« Un changement qui doit commencer par l'homme que je suis... »

nal. Mais c'est un changement qui doit commencer par moi-même, par l'homme que je suis, les personnes que nous sommes. Et c'est parce que nous avons éprouvé l'efficacité du changement dans nos propres vies que nous croyons que l'homme peut changer et qu'il peut être un facteur décisif de changement dans la société ; quelles que soient

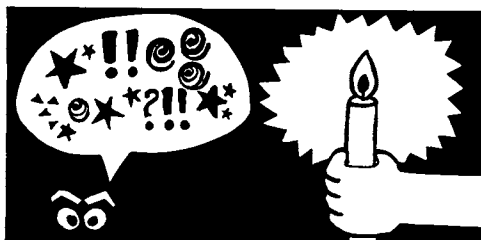
au directeur de cette section à l'université et j'étais prête à recommencer mon année universitaire sur une base d'honnêteté absolue. Je dois dire que ma licence n'a pas été annulée, que je n'ai pas eu à recommencer cette année. Mais après avoir payé ce prix, je me suis sentie complètement libre intérieurement et j'étais prête, j'étais déterminée à lutter plus que jamais pour une transformation profonde de la société.

Ph. Lobstein : Cela commence dès l'école élémentaire. Par mon métier — je suis inspecteur des écoles primaires — je vois beaucoup d'enfants. Cette année, je me suis intéressé particulièrement à une classe, une trentaine d'enfants dont certains avaient des retards et des handicaps. Un jour, j'ai proposé aux élèves de réfléchir silencieusement aux moyens d'améliorer l'esprit de la classe. Et alors un petit garçon a pleuré, au fond de la classe, et il a dit : « Je ne sais pas lire — il avait dix ans — et les camarades se moquent de moi. » Alors, tous ses camarades ont dit : « Nous allons l'aider. » Un mois après, il lisait très bien et avait rattrapé trois ans de scolarité.

Ces valeurs morales, les enfants les connaissent bien, les instituteurs aussi. C'est même la déontologie de l'instituteur de l'école laïque française. Les enfants me réapprennent ces valeurs dont j'ai bien besoin chaque jour. Par exemple, ils les définissent ainsi : être honnête, ne pas faire semblant, aimer les autres, regarder les gens. Et même, pour des choses très difficiles, le pardon, le désintéressement. Une petite fille m'a dit l'autre jour : « J'ai fait une faute, j'ai demandé pardon, mais la personne ne voulait pas me pardonner, ai-je eu raison ? » Puis elle a réfléchi et m'a dit : « Eh oui, j'ai bien fait de demander pardon, parce qu'alors j'avais le cœur tout léger et je n'avais plus peur. » Et voilà des enfants qui n'ont plus peur, même pas de... monsieur l'inspecteur !



« Des enfants qui n'ont plus peur, même pas de M. l'inspecteur. »



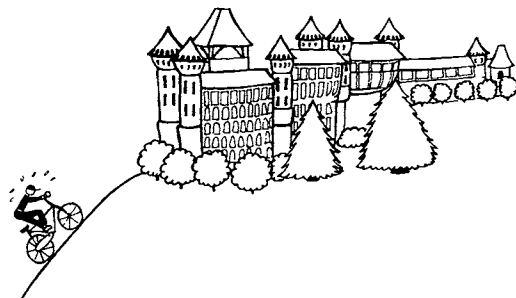
« Mieux vaut allumer une chandelle que maudire les ténèbres. »

M.-F. Girard : Je viens juste de passer douze mois à Chypre. Point stratégique au cœur de la Méditerranée, c'est un terrain où s'affrontent diverses idéologies. Comme vous le savez peut-être, la guerre, en 1974, a divisé les communautés turque et grecque de l'île, ce qui a exigé une intervention des Nations Unies. J'ai donc été témoin des conséquences de cette guerre avec tout ce que ça représente en pertes humaines, en amertume, en bouleversement social, économique et politique, et en milliers de réfugiés — en fait 200 000 réfugiés sur une population de 600 000 ; c'est énorme. J'ai eu la chance de pouvoir vivre avec une de ces familles de réfugiés et j'étais très touchée quand ils m'ont dit : « Nous avons tout perdu, mais il nous reste la foi et, pour nous, c'est l'essentiel. Il y a tellement d'autres problèmes dans le monde qu'on ne peut pas rester renfermés sur nous-mêmes. » J'ai également travaillé avec un couple qui a fait de la résistance à la fin des années 50 pour permettre à Chypre d'accéder à l'indépendance. A ce moment-là, ils n'ont pas hésité à placer une bombe chaque jour, pendant quatre ans, dans le port de Famagouste. Quand je déjeunais avec eux jeudi dernier à Nicosie, le mari m'a dit : « Une fois l'indépendance acquise, nous avons commencé à nous embourgeoiser, ma femme et moi, et avec tous les autres, on s'est arraché les postes qui étaient laissés par les Anglais. A ce moment-là, nous avons été mis au défi par une équipe du Réarmement moral de vivre sur la base de critères moraux absolus. Nous avons relevé le défi et nous en découvrons, jour après jour, la portée révolutionnaire. » Je dois dire que ces gens frappent leurs amis et leurs ennemis par leur passion, leur compassion, leur liberté intérieure et leur efficacité à résoudre les problèmes autour d'eux.

Ph. Lobstein : C'est ce que découvre aussi mon filleul qui est parti depuis deux mois en Afrique du Sud avec un groupe du Réarmement moral comprenant de nombreux jeunes, noirs et blancs. Ils étaient invités par des communautés métisses, noires et blanches qui veulent, malgré les conflits, créer des ponts entre les races. Ces jeunes sont allés à Soweto. Ils ont été le premier groupe

de blancs à pouvoir entrer dans la ville après les émeutes de l'an dernier. Et un noir leur a dit : « Je suis content de vous parler parce que je n'ai jamais rencontré de blancs et je les haïssais. Et maintenant, je sens que je vais pouvoir parler à mes amis. » Dans sa dernière carte mon filleul m'écrit : « Je ne sais pas si les forces de paix vont l'emporter, mais nous avons l'espoir que des équipes interraciales vont se créer après notre passage. » Comme dit le proverbe chinois : il vaut mieux allumer une chandelle que maudire les ténèbres.

Guy Audrain : Je voudrais vous parler de Caux, qui est le centre international du Réarmement moral. Il est situé en Suisse, à 1000 mètres d'altitude, au-dessus du lac de Genève. La première fois que j'y suis allé,

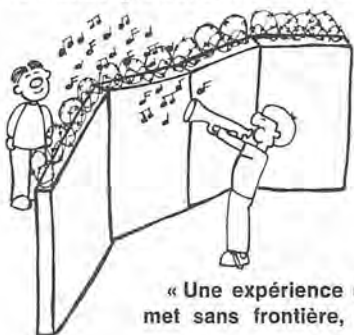


c'est en vélo que j'ai fait le voyage. J'ai fait 800 kilomètres mais j'étais très récompensé parce que là-bas j'y ai découvert le monde. J'y ai découvert aussi une nouvelle perspective pour ma vie. Cet été, entre le 9 juillet et le 5 septembre, s'y dérouleront des rencontres et des gens de toutes races, de tous pays ainsi que des gens de toutes conditions y participeront. Si vous avez aussi envie de venir, vous pouvez nous demander des renseignements à l'adresse que nous vous communiquerons en fin d'émission.

Philippe Lobstein recommande ensuite aux téléspectateurs la « Tribune de Caux » et les livres publiés par le Réarmement moral, dont un tout récent.

Denise Jaulmes : Il s'agit du **Défi féminin**, qui a été écrit par Claire Evans-Weiss. J'ai plaisir à vous en parler ce soir car j'ai bien connu cet auteur. C'était ma camarade d'études à la Sorbonne quand nous préparions notre licence à la fin de la guerre. En 1945, elle a décidé d'engager toutes ses forces à l'action du Réarmement moral pour reconstruire le monde de l'après-guerre. Elle a visité de nombreux pays, plusieurs continents, et partout elle a trouvé des femmes désireuses de s'unir pour créer un monde juste. Elle s'est mariée, elle a eu un fils. Et puis, en 1975, elle a appris subitement et brutalement qu'elle était atteinte d'un can-

cer inopérable. En pleine activité, en plein bonheur familial, elle aurait pu se révolter ou désespérer. Mais elle a pensé aux autres, elle a pensé à ces femmes pour lesquelles elle avait un message. Et, jour après jour, en dictant quand elle ne pouvait pas écrire, elle a donné le texte du livre qui vient de paraître. J'aimerais que toutes les femmes puissent lire ce livre et y trouvent la tâche qu'il leur est possible d'accomplir pour créer le monde que nous désirons toutes, un mon-



« Une expérience qui se transmet sans frontière, comme une musique. »

de libre où les hommes seront vraiment des hommes et où nos enfants vivront heureux.

Ph. Lobstein : Eh bien, c'est cela le changement d'espérance. Le Réarmement moral, c'est une expérience profonde de changement qui se transmet d'homme à homme sans frontière, comme une musique. Elle peut être interprétée de différentes façons. Un philosophe catholique a dit : « C'est



dans la ligne de l'œcuménisme vécu. » Un militant communiste allemand a dit : « C'est l'Internationale vécue. Je l'ai chantée à gorge déployée toute ma vie et je ne l'avais jamais vécue. » Un bouddhiste m'a dit : « Mais ce sont les principes mêmes du bouddhisme » ; et un musulman : « C'est la vraie guerre sainte, celle contre l'ennemi invisible qu'on a dans le cœur. » Je pense que chacun peut l'interpréter suivant sa spiritualité la plus profonde, suivant le sens le plus profond qu'il donne à l'existence.

Le Réarmement moral n'est à la solde de personne et cela il faut le savoir. Il vit uniquement des dons et des sacrifices de ceux qui y croient. Pour le voyage des jeunes en Afrique du Sud, plus de 500 personnes ont contribué dont beaucoup de jeunes, qui comme vous le savez, ne sont pas argentés. Mais c'est ainsi que cela marche.



Arthur Kanodereka et Alec Smith à Londres.

Rhodésie :

Pour vaincre les méfiances

Ce n'est pas tout de proclamer sa bonne volonté ou de faire appel à la raison de ses adversaires. Trois Rhodésiens qui ont pris la parole à Londres à la conférence internationale du Réarmement moral l'ont bien compris : ils ont fait entendre une note plus profonde, celle de l'humilité et de la franchise, qui seule peut vaincre les méfiances ancrées dans les deux communautés raciales de leur pays.

M. Alec Smith, fils du premier ministre, a fait la déclaration suivante : « J'ai pris la décision de consacrer ma vie au pays futur qui est en train de naître sur notre sol, que son gouvernement soit noir, blanc ou multiracial. » Parlant au côté d'un nationaliste, M. Arthur Kanodereka, un des responsables du Conseil national africain (mouvement de l'évêque Muzorewa), il a ajouté : « Je fais entière confiance pour mon avenir à des hommes comme Kanodereka, ici présent. » Le fils du premier ministre estime que quelles que soient les décisions que prendront les hommes politiques dans les mois à venir, il faut que des hommes et des femmes créent l'état d'esprit qui permettront aux accords d'être respectés. M. Smith a affirmé que c'est là la tâche à laquelle M. Kanodereka et lui-même, ainsi que beaucoup d'autres Rhodésiens, se sont attelés.

Au sujet des affrontements violents qui ont lieu actuellement, M. Alec Smith a souligné que les souffrances qu'elles infligeaient aux innocents criaient plus fort que les résultats obtenus. Il a poursuivi : « Notre action doit devenir plus révolutionnaire et produire des résultats plus durables qu'une action violente. Nous pouvons trouver une autre façon d'agir. Si nous voulons progresser

vers ce but, le problème de la confiance reste la question cruciale.

« Comment faire pour augmenter la compassion ? Comment faire pour guérir les gens de la peur ? a-t-il demandé. L'homme noir peut trouver dans le passé de quoi justifier sa haine du blanc, et en considérant ce qui se passe dans d'autres pays d'Afrique, je peux aussi trouver toutes les raisons possibles pour justifier ma peur de blanc. » C'est pour répondre à cet état d'esprit que M. Alec Smith a décidé de son propre chef de faire la connaissance de responsables nationalistes noirs et d'établir une relation de confiance avec eux. « Si nous nous fixons comme objectif de développer la force de caractère et la qualité de ceux qui nous gouvernent, nous trouverons des solutions. »

M. Kanodereka, qui est pasteur à Harare, ville contiguë à Salisbury, a déclaré pour sa part : « Si nous rendons vivante la foi chrétienne, les problèmes se résoudreont. Le communisme pénètre par les fissures de la chrétienté. Au Zimbabwe, la couleur de la peau ne doit pas être l'élément déterminant. Nous ne serons pas sous la coupe de l'Est ni celle de l'Ouest. Nous serons nous-mêmes. » Il a ajouté que c'est en Afrique australe que se fait le procès de la chrétienté. Ce procès met au défi noirs et blancs de mettre en pratique ce qu'ils proclament dans leurs églises.

Il a critiqué l'attitude des hommes politiques : « Ce sont les marionnettes de leur communauté, les esclaves de leurs semblables. » Et il a terminé par ces mots : « Beaucoup de gens seront étonnés de me voir en compagnie du fils du premier ministre rho-

Fin page 15

Le Québec sur le fil du rasoir

Une partie de taille se joue au Québec. Depuis l'accession au pouvoir de M. René Lévesque, les supputations vont bon train sur la perspective d'un Québec indépendant. Bien que le premier ministre fédéral Pierre-Elliott Trudeau ne pense pas que le peuple québécois souhaite

vraiment l'indépendance totale, nul ne sait à quoi aboutira le référendum projeté. Alain Tate, un Parisien qui vient de faire plusieurs séjours au Canada, principalement au Québec, nous livre ses réflexions sur cette situation complexe et explosive.

« Quelques arpents de neige... » ces mots méprisants par lesquels Voltaire désignait les territoires de la Nouvelle-France, reflétaient au XVIII^e siècle l'opinion de nombreux Français « éclairés », dans leur ensemble anglophiles. A ce sentiment général, s'ajoutait la lassitude du pouvoir monarchique, face aux problèmes croissants et insolubles, à l'intérieur du royaume. Ce fut la principale raison pour laquelle, après la défaite des troupes de George III devant les rebelles américains en 1783, la France ne tenta pas de reconquérir cette colonie, qu'elle avait perdue au profit de l'Angleterre par le Traité de Paris en 1763.

Encadrée par ses prêtres et soutenue par ses traditions paysannes, sa langue et sa foi, la poignée de colons qui avaient créé la Nouvelle-France a su se défendre jusqu'à aujourd'hui. Les descendants de cette communauté représentent le seul ensemble francophone cohérent en Amérique du Nord : on en compte 6 millions face à 250 millions d'anglophones.

Les Québécois connaissent bien l'importance des liens linguistiques et culturels qui les unissent à notre pays et ils savent que c'est de la France que devra venir l'aide qui leur permettra d'affirmer et d'assumer librement leur destin, que ce soit au sein de la Fédération canadienne ou en dehors. Pourtant ils n'ont pas oublié l'abandon par la mère-patrie qui a suivi la défaite des plaines d'Abraham en 1759, défaite à laquelle ils font volontiers allusion en présence d'interlocuteurs français.

Vers 1960, il s'est opéré, parmi les Québécois, une prise de conscience, qu'ils appellent leur « révolution tranquille » et qui les a menés, entre autres, à laïciser leurs institutions et à remettre en cause la prédominance de la langue anglaise et leur appartenance à la Fédération canadienne.

Mais avec la venue au pouvoir, en novembre 1976, du Parti Québécois, de René Lévesque, cette révolution allait changer de vitesse. Un projet de loi, le « Projet N° 1 », vient d'être déposé au parlement provincial, réaffirmant que la langue française était désormais la langue officielle du Québec, et décrétant que les travailleurs ont le droit fondamental d'exercer leurs activités en français, quelles que soient la nature, la forme et la taille de l'entreprise, et que l'enseignement doit désormais se donner en français dans toutes les écoles, publiques ou privées (sauf, par exemple, dans le cas des enfants dont les parents ont reçu au Québec l'enseignement primaire en anglais).

La réaction des milieux anglophones du Québec ne s'est pas fait attendre : plus d'une centaine de sièges sociaux d'entreprises anglaises ont quitté ou sont en train de quitter la province pour aller s'installer en Ontario. L'un de ces hommes d'affaires nous disait : « A cause de cette loi, je devrai faire repeindre 300 panneaux publicitaires « Propriété à vendre », ce qui me coûtera environ 12 000 dollars. »

Dans les milieux d'affaires francophones, ce projet de loi est aussi critiqué. Ils y voient un danger pour l'économie québécoise et un risque d'augmentation du nombre des chômeurs, déjà très élevé dans la province (10 %). Un industriel confiait à un journal : « Le gouvernement actuel semble ignorer les progrès accomplis au Québec depuis dix ans. Partout où vous allez, vous trouverez de nombreux francophones dans les entreprises, où l'on parle de plus en plus français. » Un autre ajoutait : « Le gouvernement est de l'opinion que les anglophones ne pensent qu'en terme de dollars. Mais ils ont du cœur, eux aussi. Ils pourront faire déménager leurs sièges sociaux autant pour des raisons sentimentales que pour des raisons économi-

ques. » Une statistique récente vient d'établir que le nombre de francophones ayant accédé à des postes importants dans des firmes au Québec n'a en effet cessé de croître ces dernières années.

Mais plus nombreux encore semblent être les francophones qui approuvent les dispositions du projet de loi : « Le bilinguisme devrait normalement être la réponse à notre problème canadien », nous expliquait un jeune fonctionnaire. « Dans tous les pays du monde, les gens apprennent deux langues, principalement l'anglais et le français. Pourquoi, ici, les gens résistent-ils à l'idée d'apprendre la langue anglaise ? Parce qu'elle leur a été imposée pendant des siècles. Ce caractère d'obligation explique notre refus de parler une langue qui est encore le symbole de la domination économique. Si vous ne parliez pas anglais, vous ne pouviez trouver un travail intéressant dans votre propre pays. Aujourd'hui, je travaille dans un organisme fédéral à Montréal. Je suis bilingue, mais je gagne de 500 à 600 dollars de moins par mois qu'un de mes collègues anglophones à Ottawa, qui ne parle même pas le français. C'est injuste et c'est ce genre d'injustice qui nous fait réagir. »

Indépendance totale ?

Le second projet du gouvernement Lévesque est un référendum devant permettre au peuple québécois de décider s'il veut se séparer de la Fédération canadienne, tout en lui restant lié par des accords économiques. Interrogé récemment à ce sujet, M. Claude Morin, ministre des Affaires inter-gouvernementales du gouvernement Lévesque, évoquait cette possibilité en rappelant que la



Le premier ministre René Lévesque.

France et l'Allemagne, autrefois ennemies, se trouvaient aujourd'hui unies par des liens économiques au sein d'un même marché commun.

Le gouvernement fédéral de M. Trudeau est nettement réservé, pour ne pas dire hostile, à ce projet de référendum. L'attitude des autorités des autres provinces ne l'est pas moins. M. John Frazer, député conservateur de Vancouver-Sud, en Colombie britannique, a récemment déclaré à ce sujet : « M. Lévesque essaye d'obtenir à l'aide de moyens pacifiques ce que je ne permettrai jamais à aucune armée étrangère. Les quatre premiers ministres des provinces de l'Ouest et le premier ministre de l'Ontario sont d'accord pour s'opposer à tout marché commun avec un Québec indépendant, tel que le propose M. Lévesque. »

Comme pour le projet de la loi concernant la langue officielle, l'hostilité au projet de référendum est partagée par de nombreux francophones, qui, tout en se sentant profondément québécois, ne s'en sentent pas moins Canadiens à part entière. Beaucoup d'entre eux, ou des membres de leur famille, ont eu l'occasion de servir sous les couleurs canadiennes au cours des deux dernières guerres mondiales. Plusieurs de ces hommes nous ont d'ailleurs fait part de leur désapprobation vis-à-vis de ce qu'ils appellent « l'ingérence intolérable des hommes politiques français dans les affaires intérieures de leur pays », alors que tant de citoyens canadiens, anglophones, ont versé leur sang à deux reprises pour aider la France à préserver son unité et sa liberté. Rester insensible à leurs arguments ne pourrait être que le fait d'une grande ingratitude.

D'autres francophones qui ont voté pour le Parti Québécois aux dernières élections, nous ont dit aujourd'hui que, tout en appréciant les efforts du nouveau gouvernement, ils ne pensaient plus pouvoir voter pour l'indépendance au moment du référendum. L'un d'eux ajoutait : « Je suis sur le point de refuser un poste très alléchant que me propose une firme québécoise, pour rester employé au service d'un organisme fédéral. A cause de cela, certains me prennent pour un traître. Mais nous avons un an pour apprendre à vivre ensemble ou nous résigner à la séparation. Il faut profiter de ce délai pour aider les anglophones et les francophones à travailler ensemble, par exemple pour mettre au point une législation satisfaisante pour le Québec. »

Il n'en reste pas moins que l'indépendance demeure un grand rêve pour la plupart des Québécois. Comme nous l'expliquait un haut fonctionnaire de l'Université du Québec : « Pour nous, Québécois, l'indépendance,



La ville de Québec, sur les rives du Saint-Laurent.

c'est la possibilité de rapatrier un certain nombre de pouvoirs. Nous sommes conscients de ce que ce processus coûtera aux anglophones. Il est impossible de mettre en œuvre de telles mesures sans faire souffrir un certain nombre de gens. Mais c'est le seul moyen que nous avons de devenir enfin maîtres de notre destin. Autrement, nous continuerons éternellement à faire partie d'un grand ensemble fédéral où nous resterons minoritaires et qui statuera sur notre sort sans que nous ayons aucun pouvoir de décision. »

Le récent congrès du Parti Québécois a fait ressortir de nombreux courants souterrains. A cette occasion, un militant, probablement d'obédience marxiste, critiquait devant nous M. Lévesque, à qui il reprochait de ne pas déclarer l'indépendance de façon unilatérale pour « mettre Ottawa devant le fait accompli ». Il se gardait bien de nous dire qu'une telle mesure aurait pour effet immédiat l'envoi de troupes fédérales au Québec et de déclenchement d'actes de violence, qui transformeraient vite la province en une seconde Irlande.

Le Québec possède les plus belles ressources hydro-électriques du monde. Il vend de l'électricité aux Etats-Unis et aux autres provinces canadiennes. Il possède également du fer, de l'aluminium, de l'amiante et surtout beaucoup de bois. Malheureusement les conflits sociaux sont fréquents. M. Lévesque, que d'aucuns qualifient de « social-démocrate », a dénoncé vigoureusement, lors d'un récent sommet économique, les affrontements qui se manifestent dans le monde du travail. Il ne ménagea pas ses critiques, ni à l'égard des employeurs qui « mettent au rancart des hommes et des femmes avec moins d'hésitation qu'on ne le ferait des machines, » ni à l'égard des syndicats « qui ferment les hôpitaux au nez des malades, parce que les malades ne sont pas syndiqués. Nous n'avons plus de contrat social que tout le monde puisse respecter. Nous sommes menacés de devenir une sorte de jungle. » S'en prenant plus particulièrement aux idéologues, y compris ceux venus de l'étranger, (parmi lesquels se comptent de nombreux

Français) qui voudraient confisquer à leur profit la révolution québécoise, René Lévesque fustigea dans le même discours « les termites qui rongent partout les fondements de la société, afin de la faire tomber pour en inventer une autre qui serait pire. »

L'attitude des Français de France

Il semble donc que pour la première fois dans son histoire, le peuple québécois vienne de se mettre en marche vers un nouveau destin, qu'il entend assumer librement. Parviendra-t-il dans sa démarche à éviter toute confrontation violente entre les deux groupes linguistiques, tout en trouvant, dans le cadre de la Fédération canadienne ou en dehors d'elle, une solution qui satisfasse leurs aspirations profondes ? Tout dépendra de l'esprit d'ouverture qu'adopteront les anglophones face aux nécessaires et urgentes réformes qui s'imposent, comme du sens de compréhension et d'accueil que sauront témoigner à leur égard les francophones, au moment où ils viennent de conquérir les moyens d'imposer ces réformes. Aussi est-il important que nous, Français et Anglais du vieux continent européen, soyons assez sages pour ne pas souffler sur le feu des passions au Québec, en prenant systématiquement parti pour le groupe culturel dont nous nous sentons le plus proches, sans connaître vraiment les éléments d'une situation aussi délicate que complexe.

En supposant que soit évité le recours à la violence, quel type de société les Québécois construiront-ils pour eux-mêmes ? Sera-ce une société démocratique, basée sur les valeurs morales et spirituelles dans la ligne de leur tradition chrétienne, ou bien, au contraire, une société de contrainte de type matérialiste ? Dans le premier cas, ce peuple valeureux contribuera à éclairer toutes les nations qui cherchent aujourd'hui leur voie. Dans le second cas, il ajoutera à la confusion qui règne dans notre monde, tout en trahissant une chance inespérée que lui offre l'histoire.

Alain Tate.



En présence des ingénieurs, lancement d'un bateau dans un chantier naval japonais.

Comprendre le Japon

*Un entretien avec Jens Wilhelmsen, de retour
d'une conférence industrielle à Tokyo*

Nous avons évoqué brièvement dans notre dernier numéro la rencontre industrielle qui a eu lieu à la fin du mois de mai à Tokyo à l'invitation de dirigeants de la vie économique japonaise. Un des participants européens, M. Jens Wilhelmsen, de Norvège, a bien voulu répondre

à nos questions à ce sujet. Les thèmes de la rencontre, comme nous l'avions indiqué, étaient les suivants : la responsabilité de l'industrie dans les rapports nord-sud et les nouvelles bases de coopération à trouver entre l'industrie, le syndicalisme et les pouvoirs publics.

Tribune de Caux : Le Japon est un pays que vous connaissez bien. Quelle est l'impression dominante que vous retirez de ce dernier séjour ?

Jens Wilhelmsen : Le Japon se sent très facilement isolé du reste du monde et sans amis. La réaction des pays occidentaux à la poussée exportatrice japonaise, s'ajoutant à la position très intransigente de l'Union Soviétique dans les négociations concernant les pêcheries, a renforcé ce sentiment d'isolement.

— Comment les Japonais perçoivent-ils les problèmes que les séparent des Européens ?

J. W. Les réactions sont extrêmement variées. Le directeur de l'Institut japonais de

recherches sur l'économie mondiale, M. Kiuchi, a souligné au cours de la rencontre l'interdépendance mutuelle de la situation du Japon et des pays d'Europe et a déclaré qu'à son avis le Japon devrait mettre fin à toute exportation qui serait de nature à aggraver les problèmes des autres pays.

Mais beaucoup de Japonais estiment que nous reprochons à leur pays des situations qui sont de notre ressort à nous. Ils pensent que les produits européens ne sont pas compétitifs à cause des faiblesses de nos structures sociales, de la persistance des conflits dont est grevée notre vie industrielle et d'une certaine résistance devant l'effort.

Ils font aussi remarquer que des accords bilatéraux entre l'Europe et le Japon relatifs aux quotas de vente ne résoudraient pas tous

les problèmes. En matière de construction navale, par exemple, il faut compter avec l'entrée en lice de la Corée du Sud et de Taïwan, capables maintenant de construire des navires à des prix très avantageux.

— Le Japon a-t-il déjà effectué, en particulier dans la sidérurgie et la construction navale, les restructurations que doit affronter aujourd'hui l'industrie européenne ?

J. W. Je ne le pense pas. Dans la plupart des grandes entreprises japonaises, les employés ont une garantie d'emploi pour la vie. Je ne connais pas assez bien l'industrie sidérurgique, mais les principaux chantiers navals ont su conjurer l'orage en diversifiant leurs productions. Dans les grands chantiers Mitsubishi, à Kobé, par exemple, la construction navale proprement dite ne représente que 40 % du chiffre d'affaires. Ils sont donc en mesure de transférer leur main d'œuvre d'une production à l'autre sans licenciements. Ils ont su prévoir à assez long terme. Un directeur de chantier naval m'a annoncé que son entreprise s'intéressait maintenant à la technologie nécessaire à l'exploration et à l'exploitation des fonds marins et qu'il était dès maintenant en mesure de déplacer du personnel vers cette nouvelle branche d'activité.

— Les Européens justifient souvent leur position en arguant des bas salaires payés au Japon. Qu'en est-il vraiment ?

J. W. : D'une manière générale, les salaires payés au Japon sont de 30 % au-dessous des normes européennes. Mais il faut compter une prime annuelle qui réduit sensiblement cet écart. Le niveau de vie a augmenté de façon spectaculaire. Il faut dire aussi qu'il y a au Japon un fort mouvement syndical : 14 à 15 millions de travailleurs syndiqués représentés par trois grandes centrales.

— Quelle a été la contribution des participants européens à la rencontre de Tokyo ?

J. W. : Le groupe européen comprenait M. Frederik Philips, l'industriel hollandais bien connu, et son épouse ; un député fédéral allemand, un syndicaliste de Düsseldorf, le directeur d'une entreprise moyenne du Bade-Württemberg et moi-même.

Nous avons essayé d'insister sur la solidarité qui nous lie au Japon et d'exprimer notre vision du rôle que le Japon est appelé à jouer dans le monde.

Nous appuyant sur des expériences très encourageantes que nous avons pu faire, nous avons insisté sur le fait que, dans les affaires, il est possible d'appliquer l'honnêteté absolue ; que la participation dans les

entreprises renforce la dignité humaine et que la démocratie est avant tout un état d'esprit qui doit s'étendre non seulement à l'activité économique et sociale, mais aussi à la vie familiale.

Le syndicaliste allemand, M. Henschel, a exprimé sa conviction que nous, en Europe, devons ouvrir la voie à l'importation de produits en provenance des pays en voie de développement malgré le risque de concurrence et la menace que cela peut représenter pour nos propres industries et pour notre emploi dans certaines branches d'activité. Cette question a suscité un débat vigoureux.

— Quels sont les effets pratiques que l'on peut attendre de cette rencontre ?

J. W. : Un résultat immédiat est la constitution d'une délégation de huit personnes, dont quatre syndicalistes, d'une des grandes entreprises japonaises, Toshiba, qui participeront à la fin d'août à la session industrielle de Caux.

Nos hôtes japonais ont aussi exprimé le désir de tenir une autre conférence au Japon l'année prochaine.

— Que pouvons-nous faire, en Europe, pour améliorer nos relations avec le Japon ?

J. W. : En construisant des liens de confiance, basés sur une connaissance mutuelle plus approfondie de nos situations, en développant un sens de solidarité entre nous, je crois que nous pouvons parvenir à des solutions, notamment dans la question du déséquilibre des échanges.

Du même coup, nous aiderons peut-être le Japon à rompre son impression d'isolement. L'histoire nous enseigne, en effet, qu'une nation qui souffre d'isolement peut être tentée de prendre une mauvaise route.

Pour ma part, je m'emploie à mettre sur pied des voyages en Europe de Japonais de différents milieux, voyages qui doivent être prévus d'une durée suffisante et bénéficier de moyens de traduction satisfaisants. Cela est essentiel pour permettre aux Japonais de se familiariser non seulement avec la vie de nos cités et de nos industries, mais aussi avec notre patrimoine culturel et spirituel, nos points forts et nos points faibles.

— M. Wilhelmsen, vous avez publié récemment un livre paru en anglais, intitulé *L'homme et les structures*. Dans sa conclusion vous écrivez que, pour un Norvégien, il est important de comprendre que notre avenir à nous peut être décidé dans quelque pays lointain et non pas à Oslo. Vous pensiez au Japon ?

J. W. : Entre autres, oui. N'oublions pas qu'après les Etats-Unis et l'Union Soviétique,

le Japon est aujourd'hui la troisième puissance économique du globe. Etant un pays asiatique, il est dans une position unique pour favoriser le développement des nations démunies de l'Asie, particulièrement dans le sud-est du continent.

Réussirons-nous ou non à réduire l'écart entre pays riches et pays pauvres ? La réponse à cette question déterminera si notre planète connaîtra la paix ou la guerre dans les années qui viennent. Le Japon est un des principaux morceaux du puzzle.

Quelle route le Japon va-t-il choisir ? Son dénuement en matières premières le rend de plus en plus vulnérable. Il doit importer 98 % de son pétrole. On comprend ainsi les pressions qui s'exercent en faveur d'une remilitarisation du pays. Qui va protéger les lignes de ravitaillement du Japon s'il est faible militairement ? Peut-il compter sur les Etats-Unis ? Si une guerre se déclare entre l'Union Soviétique et la Chine, de quel côté s'alignera le Japon ? Ou peut-il rester neutre ? Tout cela nous montre que le Japon est d'une importance cruciale, même pour notre propre avenir.

— Qu'avons-nous à apprendre du Japon ?

J. W. : Il est difficile de répondre à cette question. Les nations sont si différentes les unes des autres. La société japonaise est une des plus homogènes qui soit. Elle mêle collectivisme et individualisme et a quelque chose à apprendre et au monde communiste et à l'Occident. Mais naturellement, c'est un système qu'il est malaisé de copier. Il puise profondément ses racines dans l'histoire et le style de vie nippons.

Ce que nous pouvons copier est la volonté de travailler, le sens de la discipline et l'esprit de service. On a l'impression que les Japonais aiment travailler et qu'ils sont heureux de donner le meilleur d'eux-mêmes. Et pourtant on rencontre, notamment parmi les cadres, des gens qui renâclent contre le rythme élevé de la vie. Il y a aussi des ouvriers et des employés qui se sentent exploités. Mais, dans l'ensemble, le travail semble revêtir pour les Japonais une certaine signification et apporter une satisfaction à leur vie de tous les jours.

(Propos recueillis par Jean-Jacques Odier.)

La voix de l'Inde



Lors d'une rencontre récente à Londres (voir page 14), un avocat officiel de l'actuel Gouvernement indien, M. S. Sorabjee, a fait un exposé sur la situation de son pays. Il s'est exprimé très franchement sur les causes et les circonstances du rétablissement de la démocratie à l'issue des élections du 20 mars dernier.

Faisant allusion à la théorie à la mode selon laquelle, dans les pays pauvres, il faut sacrifier certaines libertés et certains choix sur l'autel du développement économique, il précisa : « Au faux problème qui consiste à se demander si les villageois pauvres de l'Inde préfèrent le pain ou la liberté, la réponse est venue, claire et nette : « Nous voulons l'un et l'autre : la

» liberté parce que c'est notre droit inaliénable ; le pain parce qu'il est le symbole » du devoir premier de tout Etat civilisé » envers ses citoyens. » Car le peuple indien, lors de ces élections, se préoccupait en tout premier lieu de la question de la dignité humaine et des droits de l'individu, nous rappelant à tous, à cette occasion, cette vérité que l'on oublie facilement, à savoir que la démocratie repose sur une base spirituelle, sur la fraternité humaine et sur le respect de l'individu. »

M. Sorabjee a également rendu hommage « au petit nombre de représentants de la presse qui ont tenu haut le flambeau » durant la période d'état d'urgence. Il évoqua en particulier « les petits journaux qui refusèrent de se laisser écraser par Mme Gandhi et par les consignes illégales de ses conseillers ». Mentionnant entre autres R. Gandhi, éditorialiste de *Himmat*, il ajoute : « Rajmohan Gandhi refusa avec beaucoup de fermeté de se plier aux pratiques illégales du censeur. Il s'est servi de son droit d'exprimer son désaccord, en des termes raisonnables et responsables, ceci en faisant courir de grands risques à son journal. Ainsi il est un de ceux à qui le peuple indien doit énormément, car il a maintenu dégagée une avenue importante — grâce à lui le peuple n'a pas entendu que des éloges du gouvernement. Or, vous le savez, Rajmohan Gandhi est étroitement associé au Réarmement moral. »

L'éducation morale à l'école

Textes ministériels et application pratique

A la rentrée de 1977, la réforme du système éducatif entrera en vigueur en France, dans le cycle préparatoire de l'école primaire. Les nouvelles instructions insistent sur l'éducation morale et civique à laquelle elles consacrent un chapitre spécial. « Elle ne constitue pas une activité parmi d'autres, mais la résultante majeure du processus éducatif qui, sans elle, ne mériterait pas entièrement son nom... » (René Haby, préface aux instructions).

Les fondateurs de l'école laïque française ont remplacé l'instruction morale et religieuse par « l'instruction morale et civique ». Cette instruction a compris longtemps « des devoirs envers Dieu et l'obéissance à ses lois, telles que les révèlent à l'enfant sa conscience et sa raison ». C'était là le « minimum d'éducation morale commun à tous et communément accepté par les croyants et les incroyants » (Ferdinand Buisson).

Depuis cinquante ans, les devoirs envers Dieu ont disparu, l'instruction morale est peu à peu tombée en désuétude.

Et voilà que les nouveaux programmes insistent sur l'originalité et l'importance de l'éducation morale à l'école dont ils formulent nettement les finalités : « Développer les divers aspects de la personnalité de l'enfant qui contribuent à forger les cadres et les ressorts de la voie morale de l'homme et du citoyen qu'il est appelé à devenir. »

L'apprentissage de la liberté

Il s'agit, en particulier, de discerner les valeurs « dans les diverses situations et conduites, les siennes et celles des autres », de prendre conscience des contraintes et de l'autonomie des actions, de s'interroger sur les conséquences de ses actes.

L'apprentissage de la liberté ne se sépare pas du sens des valeurs (loyauté et franchise, sens de la justice, esprit de camaraderie, amitié ou amour, simplicité, respect des différences, acceptation de l'autre) ni de la res-

pensabilité à l'égard des autres, enfants et adultes, et à l'égard de soi-même.

Sur le plan de l'action, il s'agit de « mobiliser les ressources psychologiques nécessaires pour vaincre ou surmonter les difficultés ou les résistances qui, notamment du fait de l'élève font obstacle à la prise de décision comme à l'accomplissement des actions décidées » (diverses formes de volonté et de courage, persévérance, sens de l'effort).

Enfin, c'est « dans le tissu même des activités quotidiennes et du vécu de l'enfant que doit s'enraciner l'éducation morale et civique. Toutes les activités scolaires y contribuent. Le style de vie de la classe et du climat des échanges et des relations entre élèves, entre maître et élèves, est de première importance.

« Des moments privilégiés de réflexion » sur la signification proprement morale de certaines situations ou de certains actes provenant de l'environnement des enfants ou qui relèvent « de faits d'actualité suscitant leur émotion », doivent permettre d'approfondir la réflexion morale.

La vie de la classe doit « renforcer les conclusions auxquelles ces entretiens ont abouti et aider à mettre en pratique les résolutions qui ont pu en découler ».

Ces instructions retrouvent l'inspiration de la lettre de Jules Ferry aux instituteurs, à la rentrée de 1883. Sous la troisième République, qui a fondé l'école laïque et à qui l'école laïque a servi de fondement, les instituteurs, « ces hussards noirs de la République » (Péguy), animés de l'idée d'une morale universelle et de l'idéal républicain, ont enseigné la morale et le civisme avec une foi qui a fait la solidité de l'école primaire française.

Les guerres mondiales, l'apparition des « religions séculières » (communisme, fascismes) et des Etats totalitaires, les conflits irréductibles des classes et des idéologies, ont sapé la foi des instituteurs dans la morale laïque. Les instituteurs, et les inspecteurs, se sont réfugiés dans les techniques pédagogiques, sans qu'un souffle vivifiant (sauf chez ceux qui se sont convertis au marxisme) anime leur pensée et leur action morales.

Quelle que soit la valeur des nouvelles

instructions, auxquelles aucun homme de cœur et de sens ne peut refuser son adhésion, elles resteront lettre morte si les instituteurs ne retrouvent pas en eux-mêmes d'abord, et dans les groupes sociaux où ils sont insérés, les initiatives et les réalisations qui feront de la classe, de l'école, de la société, des milieux favorables à l'éveil des valeurs morales essentielles.

Où trouver la force de discerner et de pratiquer ces valeurs de loyauté et d'amour que démentent les comportements des hommes et des nations du monde actuel ?

Devenir pleinement humain

Le directeur d'un grand hebdomadaire de la gauche française écrit dans un éditorial récent qu'on se sent « coincé entre une société de profit et une société d'extermination ». Pourtant, le même hebdomadaire a publié des interviews de Vladimir Boukovski, qui affirme avec une conviction absolue la valeur libératrice de principes moraux absolus, et le même directeur a salué « le retour des belles âmes » lors des premières déclarations du nouveau président des Etats-Unis. A l'Est comme à l'Ouest, un renouveau moral se fait jour. L'idée universelle des droits de l'homme, d'une morale universelle, pour les hommes de toutes races, classes, nations, religions, anime des mouvements de résistance aux totalitarismes et aux racismes. De toutes les nations de notre planète menacée de suicide, des hommes se lèvent pour créer des communautés nouvelles, où l'homme reconnaît son prochain et l'aide à devenir pleinement humain.

En participant à ce renouveau moral et spirituel, dont Frank Buchman a été un des pionniers, les instituteurs pourront donner leur pleine efficacité aux instructions nouvelles et changer l'école et la société où ils vivent.

Comme ces instructions doivent être appliquées dans l'enseignement public aussi bien que privé, elles pourront être une base commune d'émulation entre les deux écoles. « De même que le souci qu'ils avaient tous deux de leurs enfants a rapproché déjà bien des époux désunis, écrivait F. W. Foerster à la fin du siècle dernier (*L'Ecole et le Caractère*), ainsi l'étude vraiment concrète des problèmes de l'éducation morale rapprochera un jour, pour une collaboration entreprise dans des conditions nouvelles, les puissances, aujourd'hui étrangères l'une à l'autre, de l'école laïque et de l'église. »

Philippe Lobstein.

Autour du monde avec le Réarmement moral

Livre noir et blanc : plus de 500 000 exemplaires

Le *Livre noir et blanc* a été publié à la date d'aujourd'hui à plus de 500 000 exemplaires dans vingt-trois langues. En décembre 1976 paraissait, en Israël, la version hébraïque intitulée : *Noir et blanc — en route vers une révolution dans la société humaine*. Cette édition comporte des citations de la Torah et un historique du Réarmement moral.

Le récent séjour à Caux d'un ancien ministre du gouvernement sud-coréen l'a inspiré à traduire le *Livre noir et blanc* en coréen. 30 000 exemplaires ont été publiés.

En Iran, une deuxième édition (10 000 exemplaires) vient de sortir de presse au mois de mai dernier. Des citations du Coran y complètent le texte des auteurs de l'édition originale anglaise.

Etats-Unis : le centenaire de Buchman

Le 4 juin 1977, pour les 2500 habitants de Pennsburg, en Pennsylvanie, a commencé une année consacrée à la mémoire d'un de leur concitoyens : en effet c'est dans cette région vallonnée qu'est né, en 1878, Frank Buchman, fondateur du Réarmement moral. Ses amis du monde des arts et de la politique furent nombreux à assister à l'inauguration d'une plaque commémorative posée sur sa maison natale. Pour honorer ce compatriote, l'hebdomadaire de la région invita chaque lecteur à faire son examen de conscience et à chercher quelle contribution est la sienne dans l'édification d'un monde meilleur.

Malte : vocation de réconciliation

« Réconcilier les inconciliables », tel était le thème d'une rencontre organisée à Malte, à la fin du mois de mai, en prolongement du rassemblement des riverains de la Méditerranée

qui s'était tenu à Caux au mois d'août 1976. Conscients des problèmes apparemment insolubles qui se posent dans l'aire méditerranéenne, les participants rassemblés dans l'île des Templiers visaient à réunir un faisceau « d'expériences de réconciliation » de façon que la Méditerranée, berceau de civilisations, puisse à nouveau être pour le monde un foyer de rayonnement.

C'est sur la plage même où, en l'an 60 de notre ère, l'apôtre Paul avait débarqué à l'issue d'un de ses naufrages, que se déroula la première manifestation de cette rencontre. Le plus ému de tous les participants était sans doute Mgr Chrysantos, évêque de Limassol (Chypre) : saint Paul, devait-il rappeler après le long moment de recueillement qui avait marqué cette évocation, a aussi introduit le christianisme dans son pays, l'île de Chypre, avant la halte forcée qui, sur le chemin de Rome, avait eu pour conséquence la création d'une église à Malte.

Prenant la parole en tant qu'hôte, lors de la première session, Mgr Victor Grech donna le ton en citant une chrétienne de Birmanie : « A quoi sert-il de chercher à être quelqu'un ou quelque chose alors qu'il suffit d'écouter la voix divine et d'obéir ? »

« J'étais un prêtre typique, devait-il dire à une autre occasion : suroccupé, pas de temps pour moi-même, peu de temps pour Dieu. » C'est à Rome, lors d'une retraite,

**A Malte, non loin de
l'endroit où saint
Paul fit naufrage,
deux Chypriotes s'en-
tretiennent avec
Mgr Chrysantos,
évêque de Limassol,
et un écrivain anglais.**



qu'il avait trouvé la renaissance dans un don de soi renouvelé. Et c'est à l'occasion de son séjour à Caux, en 1976, qu'il avait eu l'idée de cette rencontre.

Particulièrement impressionnant fut le témoignage des Chypriotes, dont les souffrances depuis la guerre de 1974 et la partition de leur pays étaient présentes dans tous les esprits. Libres de toute amertume, ceux qui prirent la parole affirmèrent que ces événements (exil, prison, perte de tous leurs biens) avaient renforcé et approfondi leur foi.

Les participants à la rencontre eurent également de nombreux contacts avec les Maltais : réceptions données aussi bien par l'archevêque de Malte, Mgr Mercieca, que par la Fédération générale des Travailleurs, réunions et discussions à l'Université et à l'école polytechnique, échange avec les jeunes Maltais engagés avec le Réarmement moral.

Rapprochement entre Maltais et Chypriotes, naissance d'une équipe méditerranéenne, prise de conscience d'une vocation de réconciliation, tels furent les résultats de cette rencontre. Conscients du fait que les chrétiens ne constituent que la moitié des peuples de la communauté méditerranéenne, les participants ont exprimé l'espoir que leurs prochaines rencontres soient largement ouvertes à leurs voisins nord-africains. Comme le remarquait un diplomate arabe à l'issue de ces journées, il y a encore de nombreux malentendus à dissiper ; pour beaucoup de chrétiens, selon lui, l'invasion turque de Chypre était une invasion musulmane, de même que beaucoup de ses correligionnaires assimilent l'impérialisme occidental au christianisme. Pour cet homme, comme pour les autres, d'autres rencontres de ce type serviraient à susciter la réconciliation nécessaire d'une rive à l'autre de la Méditerranée.

LONDRES

En marge des fêtes du jubilé

Conférence internationale du Réarmement moral

Durant la semaine se situant entre le sommet des nations industrialisées et la conférence des premiers ministres du Commonwealth a eu lieu à Londres, dans les bâtiments qui abritent le théâtre Westminster, une importante conférence du Réarmement moral.

Prenant note du fait que la reine Elizabeth avait formulé le vœu que l'année de son jubilé soit placée sous le signe de la réconciliation, les organisateurs de cette rencontre tenaient à fournir une tribune à ceux qui, dans le monde entier, avaient fait, grâce au Réarmement moral, l'expérience de la réconciliation au niveau personnel et au niveau national.

Ainsi, du 27 mai au 5 juin, eurent lieu chaque jour des réunions publiques auxquelles ont participé des représentants de pays du Commonwealth venus en Angleterre à l'occasion des fêtes du jubilé, auxquels s'étaient joints des délégués de la plupart des pays d'Europe, ainsi que de nombreux Britanniques.

Prononçant le premier discours de la rencontre, devant un auditoire de près de 600 personnes, M. Archibald Mackenzie, ancien représentant britannique au Conseil économique et social des Nations Unies, évoqua la succession d'importantes conférences inter-

nationales (sommet de Londres, conférence Nord-Sud de Paris, réunion des leaders du Commonwealth) qui se tenaient à la même période. « Je crois que nous allons pouvoir ajouter aux délibérations de ces conférences gouvernementales un élément nouveau, continua-t-il : l'espoir, un espoir basé sur deux réalités qui, bien que trop souvent négligées, existent bel et bien. L'une, c'est que la nature humaine peut changer et qu'une vie transformée est le meilleur matériau pour construire un nouvel ordre économique et social ; l'autre, c'est que les problèmes les plus difficiles peuvent se trouver résolus dès que les hommes acceptent d'écouter la sagesse divine. Cette rencontre doit nous permettre de toucher du doigt ces réalités et de voir de quelle façon elles peuvent s'appliquer aux problèmes de notre pays, comme aux problèmes mondiaux. »

Cinq secteurs-clés

M. Mackenzie mentionna ensuite cinq secteurs de la vie britannique sur lesquels les responsables du Réarmement moral sentent le besoin de porter tous leurs efforts : l'industrie, l'enseignement, la question raciale,

la santé publique et les problèmes liés aux nationalismes écossais et gallois et à l'Irlande du Nord.

Les sessions quotidiennes de la conférence furent ainsi consacrées à ces questions, tandis que, le soir, se déroulaient dans la salle du Théâtre Westminster différentes manifestations culturelles.

Excuses aux catholiques irlandais

Les délégués à la conférence ne purent s'empêcher de penser aux souffrances séculaires du peuple irlandais en entendant, lors de la session du 30 mai, la lecture d'une déclaration émanant de quatre Irlandais, des protestants citoyens de l'Eire, mais résidant à Belfast. Descendants de protestants venus de Grande-Bretagne il y a plus de trois siècles pour imposer leur loi à l'Irlande, ces quatre personnes, toutes diplômées du Collège de la Trinité à Dublin, le haut-lieu de la tradition anglicane, présentaient leurs excuses à tous les catholiques d'Irlande, qu'ils soient du nord ou du sud. « Nous, héritiers de l'Eglise anglicane d'Irlande, peut-on lire dans leur déclaration, avons fait subir aux catholiques d'incroyables infâmies. En agissant de façon systématique pour la dégradation d'une nation fière et cultivée, nous avons réduit le peuple irlandais à n'être qu'une paysannerie appauvrie et privée de ses chefs. Nous avons déclenché une cascade d'événements qui ne pouvaient qu'aboutir à la famine de 1845 et à tout ce qui a suivi depuis.

» Nous regrettons tout cela du fond de notre cœur, non pas en battant notre coulpe,

Présentation de L'Oratorio pour notre temps au Théâtre Westminster, lors de la conférence de Londres. Aux quarante-cinq personnes, venues de France et de Suisse, se sont joints des musiciens du Royal College

of Music de Londres. Chœur et orchestre étaient dirigés par Jean Daetwyler, le compositeur suisse qui a aussi dirigé l'enregistrement de l'oratorio, dont l'album est maintenant disponible à nos adresses.





Au centre Westminster, une session de la conférence de Londres animée par Bill Taylor, syndicaliste de Birmingham (British Leyland).

mais dans un esprit d'honnêteté et de repentir. »

Les signataires concluent leur texte par ces mots : « Nous ne saurions attendre de nos dirigeants qu'ils fassent et disent ce que nous ne sommes pas prêts à faire et à dire nous-mêmes. »

Présentant la déclaration, un des signataires, le docteur Evans, devait ajouter : « Il aura fallu huit ans de conflit pour nous forcer à tirer ces conclusions pourtant évidentes — ceci parce que nous avons été aveugles et insensibles. Nous avons exprimé ces idées en privé, il fallait maintenant les proclamer publiquement. »

De larges extraits de ce texte ont été reproduits le lendemain 31 mai dans le quotidien de Dublin, *Irish Times*.

Une société multiraciale

Sur 56 millions d'habitants, la Grande-Bretagne compte plus de deux millions de citoyens de couleur, originaires des pays du Commonwealth (Antilles, Afrique orientale, Inde, Pakistan, etc.), état de fait qui n'est pas sans poser de problèmes. « Une société multiraciale — obstacle ou atout ? » Tel était le thème d'une des réunions de la conférence de Londres.

Conrad Hunte, le champion antillais de cricket, qui présidait la réunion, a rappelé l'action qu'il mène depuis 1967 avec des équipes composées d'Asiatiques, de noirs et de blancs dans les centres industriels britanniques, pour lutter contre la discrimination raciale et faire en sorte que la société multiraciale qui est aujourd'hui une réalité en Grande-Bretagne fonctionne sans friction.

« Le défi de la société multiraciale, a poursuivi Hunte, concerne aussi des pays comme Chypre, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, les Amériques, la France — en fait le monde entier. Pour moi, à cause de son appartenance et au Commonwealth et à la Communauté européenne, la Grande-Bretagne a un rôle essentiel à jouer pour forger cette société multiraciale. » Selon Hunte, un changement radical ne se fera dans ce sens que « lorsque s'allieront le pardon qui naît chez ceux qui ont connu la souffrance et le repentir qui vient chez ceux qui les ont fait souffrir ».

Des orateurs de toutes races apportèrent également le témoignage de ce qui peut être fait dans le domaine des relations intercommunautaires dès le moment où l'on décide de balayer ses préjugés.

« Les rencontres du Réarmement moral sont indispensables dès qu'on se préoccupe de la survie du monde, a déclaré lors d'une des sessions un conseiller du premier ministre australien, M. Allan Griffith. Elles fournissent un catalyseur qui court-circuite la dynamique qui veut que d'habitude l'on ne se préoccupe que de son propre pays, que de son environnement immédiat. Le défi de notre fin de siècle va consister à former des leaders qui se portent vers les problèmes qui ne sont pas, en apparence, liés au bien-être immédiat de la nation. »

La conférence de Londres a répondu à cette attente.

Ph. Lasserre.

PHOTOS. P. 5 : Micheline Sentis ; P. 7 : Rengfelt ; Pp. 8-9 : Délégation du Québec ; P. 10 : Ambassade du Japon ; P. 13 : Grandy ; Pp. 14-15 : Rengfelt.

RHODÉSIE (suite de la page 7)

désien. Certains vont se demander qui de nous deux est un traître. Ce qu'Alec croit, je le crois aussi ; la voie qu'il souhaite à notre pays, je la souhaite aussi. »

M. Desmond Reader, professeur de sociologie à l'Université de Rhodésie, a affirmé que les forces positives se mobilisent plus que jamais. L'avenir dépend « du degré de droiture et de désintéressement que montreront ceux qui vivent dans le pays, et de la qualité et de la sincérité morale de ceux qui veulent apporter leur aide de l'extérieur ». M. Reader s'en est pris ensuite à la « lassitude morale qui semble être à la mode à Londres et à Salisbury ».

Cette attitude conduit les hommes politiques à affirmer que la rupture est inévitable, ce qui leur permettrait de dire plus tard : « N'avions-nous pas raison ? »

Les Rhodésiens qui sont comme lui d'origine britannique, estime le professeur Reader, doivent aujourd'hui faire amende honorable parce qu'ils ont développé la Rhodésie sans donner à tous les habitants une part équitable des fruits de ce travail. « Nous avons toléré la discrimination fondée sur la couleur de la peau même si celle-ci n'existait pas dans nos lois. »

M. Reader a relaté enfin les excuses qu'il a présentées un jour à l'un de ses collègues noirs de l'université. « Rejeter la discrimination est une expérience extraordinaire », a-t-il conclu.

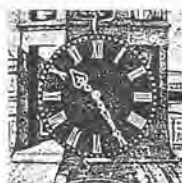
● *Le premier ministre de Rhodésie, M. Ian Smith, et sa femme, ainsi que des responsables des mouvements nationalistes, ont assisté à une représentation de L'Heure du choix, spectacle présenté par un groupe international du Réarmement moral. C'était la première fois, depuis la conférence de Genève, que les responsables des deux communautés raciales se trouvaient réunis dans la même salle.*

Le groupe international, formé d'une trentaine de jeunes de plusieurs continents, a participé deux semaines plus tard à une réunion publique dans la plus grande salle de Salisbury. 1400 personnes de toutes les races étaient présentes. La séance a été ouverte par le maire de la ville, M. Roy Wright, qui a déclaré : « Le Réarmement moral nous apprend qu'on ne peut rien accomplir sans une réorientation de la pensée individuelle (...) Les ondes propagées par ces actions individuelles fourniront peut-être une meilleure solution aux difficultés du monde que tout ce que nous avons essayé jusqu'ici. »

Avant de retourner en Afrique du Sud, le groupe international a fait une tournée dans les régions minières.

Il y a mille façons d'arriver en retard, une seule d'arriver à l'heure.

Confucius



Amsterdam Tous les matins à 10 h 30*, l'horloge de la Tour de la Montagne indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et ensuite à 17 h 05, 20 h 35 et 21 h 25.



Athènes Tous les jours à 13 h 30*, l'horloge de la Cathédrale Métropolitaine indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et ensuite à des heures différentes.



Barcelone Tous les jours à 14 h 35*, l'horloge de l'Hôtel de Ville indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et ensuite à 15 h 50.



Basle-Mulhouse 102 fois par semaine, l'horloge du Spalentor indique l'arrivée d'un avion Swissair.



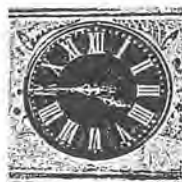
Belgrade Tous les jours à 14 h 35, l'horloge de la Tour Sahat-Kula de la Forteresse Kalemegdan indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Berne Tous les matins à 05 h 20, la Tour de l'Horloge indique l'heure de départ d'un autobus Swissair pour Zurich. Et ensuite à 05 h 30, 09 h 00, 10 h 00, 12 h 00, 14 h 25, 15 h 50, 17 h 00 et 19 h 30.



Bruxelles Tous les matins à 10 h 30*, l'horloge du Mont des Arts indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et ensuite à 14 h 40, 19 h 40 et 6 fois par semaine à 21 h 30.



Bucarest Tous les lundis, mercredis, jeudis et vendredis à 15 h 45, l'horloge du Ministère de l'Agriculture indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Budapest Tous les soirs à 20 h 50, l'horloge de la Rive Peste du Pont Marguerite indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Cologne 6 fois par semaine à 08 h 50, l'horloge de l'Hôtel de Ville indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Copenhague Tous les matins à 10 h 40, l'horloge de l'Eglise de Notre-Sauveur indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et ensuite à 16 h 20 et 20 h 35.



Düsseldorf Tous les matins à 06 h 45, l'horloge avec fluviomètre au bord du Rhin indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et ensuite à 12 h 55, 15 h 50 et 19 h 30.



Frankfurt Tous les matins à 08 h 50, la Petite Tour de l'Horloge indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et ensuite à 15 h 40, 19 h 35 et 20 h 00.



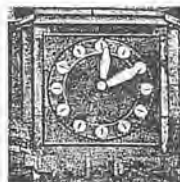
Genève 329 fois par semaine, l'Horloge Heures indique l'arrivée d'un avion Swissair.



Gènes 6 fois par semaine à 17 h 25*, l'horloge du Grattacielo indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Hambourg Tous les matins à 09 h 10, la Tour de l'Horloge de la Ville indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Helsinki Toutes les nuits à 00 h 10, la Tour de l'Horloge de la Gare principale indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Istanbul Tous les soirs à 20 h 35*, l'horloge du portail du Jardin de l'Université indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et tous les vendredis à 15 h 20 et tous les dimanches à 13 h 55.



Lisbonne Tous les jours à 14 h 35*, l'horloge de la Gare du Rossio indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



London Tous les matins à 09 h 15*, Big Ben indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et ensuite à 09 h 25, 10 h 20, 14 h 10, 15 h 05, 19 h 05, 19 h 15, 5 fois par semaine à 21 h 10 et 1 fois par semaine à 21 h 30.



Madrid Tous les jours à 15 h 50*, l'horloge de la Puerta del Sol indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et ensuite à 21 h 00.



Malaga 5 fois par semaine à 15 h 35*, l'horloge de la Cathédrale indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Manchester Tous les soirs à 21 h 00*, l'horloge de l'Hôtel de la Ville indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Marseille Tous les jours à 16 h 10*, l'horloge du Palais de la Bourse indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Milan Tous les matins à 10 h 05*, l'horloge de la Gare centrale indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et ensuite à 13 h 25, 16 h 50 et 20 h 30.



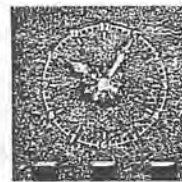
Moscou Tous les lundis, mardis, mercredis et jeudis à 19 h 10 la canion du Kremlin indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Munich Tous les jours à 12 h 35, l'horloge de l'Hôtel de la Ville indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et ensuite à 19 h 45 et 20 h 25.



Nice Tous les jours à 17 h 15*, l'horloge de la Tour Saint-François indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et ensuite à 20 h 10.



Oslo Tous les soirs à 22 h 05, l'horloge de l'Hôtel de la Ville indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Palma de Majorque Tous les jours à 16 h 55*, l'horloge de l'Hôtel de la Ville indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Paris Tous les matins à 09 h 00*, l'horloge de l'Hôtel de la Ville indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et ensuite 10 fois par jour.



Prague 6 fois par semaine à 09 h 00, l'horloge de l'Eglise Loreta indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Rome Tous les matins à 09 h 50*, la clepsydre de la Villa Borghese indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et ensuite à 14 h 40, 20 h 35 et 23 h 35.



Salzburg Tous les matins à 06 h 20, l'horloge de l'Hôtel de la Ville indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Sofia Tous les mardis et vendredis à 15 h 30, l'horloge des Halles centrales indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Stockholm Tous les soirs à 21 h 45, l'horloge de l'Eglise Riddarholm indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Stuttgart Tous les matins à 09 h 40, l'horloge de la Gare centrale indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et ensuite à 12 h 45 et 19 h 55.



Varsovie Tous les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis à 15 h 35*, l'horloge du Palais Royal indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Vienne Tous les matins à 08 h 45, l'horloge Anker indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse. Et ensuite à 12 h 55 et 20 h 00.



Zagreb Tous les jours à 13 h 20, l'horloge de Saint-Etienne le Roi indique l'arrivée d'un avion Swissair en provenance de la Suisse.



Zurich 520 fois par semaine, l'horloge de l'Eglise Saint-Peter indique l'arrivée d'un avion Swissair.

Swissair et votre agence de voyages IATA se feront un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements.

